

Arrêté municipal n° AR T2023 01 02  
réglementant la circulation et le stationnement  
Rue du Moulin/Avenue de Latécoère

**LE MAIRE DE RAMONVILLE SAINT-AGNE**

**Vu** le Code Pénal ;

**Vu** le Code de la Route, notamment ses articles R225 et suivants ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2212-1 et L. 2213- 1, L.2213.2,

**Vu** L' arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et les arrêtés subséquents qui l'ont modifié et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

**Vu** La permission de voirie n° 446 2022 543 en date du 27 décembre 2022 accordée par le SICOVAL,

**Considérant** La demande du SDEHG 9 rue des trois banquets – 31080 TOULOUSE en date du 16 novembre 2022, pour le compte de l'entreprise CITEL 546 rue Fonfillol – 81370 SAINT SULPICE qui rénovera l'éclairage public.

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 : Coordonnées du pétitionnaire**

Le présent arrêté est accordé à l'entreprise CITEL qui rénovera l'éclairage public.

**ARTICLE 2 : Lieux des travaux**

Rue du Moulin/Avenue Latécoère – 31520 RAMONVILLE ST-AGNE.

**ARTICLE 3 : Nature des travaux**

Rénovation de la portée de câbles.

**ARTICLE 4 : Durée des travaux**

Du lundi 9 janvier 2023 au vendredi 20 janvier 2023.

**ARTICLE 5 : Dispositions générales du présent règlement provisoire de circulation**

- La réalisation de ce chantier nécessite une alternance par feux tricolores.
- Il sera interdit de stationner aux alentours du chantier le temps de sa réalisation.

**ARTICLE 6 : Mise en place d'une déviation (Piétons et Cyclistes)**

Sans objet

**ARTICLE 7 : Sécurité et signalisation du chantier**

7.1 Le bénéficiaire devra signaler son chantier conformément aux dispositions de l'instruction sur la signalisation routière, huitième partie : signalisation temporaire, annexé à l'arrêté du 8 novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

**7.2 La vitesse sera limitée à 30 KM/H.**

7.3 L'usage des chaînes et de rubans de chantier est proscrit. Les séparateurs modulaires K16 seront obligatoirement lestés. Les barrières de chantier sont conseillées.

7.4 Au moins un des deux trottoirs sera laissé libre pour toutes les voies concernées.

7.5 Les véhicules d'intervention seront obligatoirement balisés.

7.6 La signalisation mise en place sera déposée à l'issue du chantier.

**7.7 L'entretien et la maintenance de la signalisation sera à la charge de l'entreprise qui effectuera les travaux.**

**ARTICLE 8 : Contrat d'infraction**

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 9 : Validité et renouvellement de l'arrêté**

9.1 La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion et de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

9.2 Cet arrêté ne s'applique pas aux véhicules de secours.

**ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera :**

- Inscrit au registre des actes de la mairie,
- Affiché/publié aux lieux et places ordinaires,
- Notifié à l'entreprise CITEL.

Ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Haute Garonne, M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, M. le Commandant des Sapeurs Pompiers.

**ARTICLE 11 :** La présente décision peut faire l'objet, dans les deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité :

- d'un recours administratif gracieux auprès de Monsieur le Maire,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse sis 68 Rue Raymond IV, 31000 Toulouse. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application Télérecours accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

En cas de recours administratif, le délai de recours contentieux est prorogé.

Fait à Ramonville Saint-Agne, le 5 janvier 2023

Par délégation du Maire Monsieur Bernard PASSERIEU  
4ème Adjoint Délégué  
Aménagement du territoire et services techniques

Rendu exécutoire compte-tenu de :

- La transmission en préfecture le :
- La publication sur le site internet de la commune le :
- La notification le :

05 JAN. 2023

